



16 septembre 2026

RENTREE 2026 : LES PERSONNELS ADMINISTRATIFS ET ITRF DISENT STOP !

GEL DU POINT D'INDICE, AUSTÉRITÉ, SOUS-EFFECTIFS, CANICULE, CYBERATTAQUE... TOUJOURS FAIRE PLUS AVEC MOINS DE MOYENS !

La rentrée 2026 se fait dans un contexte particulièrement difficile pour les personnels de l'Éducation nationale.

Après une année marquée par la surcharge de travail, les réorganisations et le manque d'effectifs, les agents doivent désormais faire face aux conséquences d'une politique budgétaire qui fait peser une nouvelle fois les efforts sur les personnels.

PROJET DE LOI DE FINANCES : les agents publics encore mis à contribution !

Le projet de loi de finances s'inscrit dans une politique de maîtrise des dépenses publiques. Mais derrière les milliards et les tableaux budgétaires, il y a une réalité très concrète : ce sont les personnels qui paient !

Le maintien du gel de la valeur du point d'indice signifie une nouvelle perte de pouvoir d'achat pour les agents publics.

Alors que les prix, notamment ceux des carburants, ont fortement augmenté ces dernières années, nos traitements ne suivent toujours pas l'évolution du coût de la vie.

Pour les personnels administratifs et ITRF, cette situation est d'autant plus inacceptable que nos rémunérations restent trop souvent proches des premiers niveaux de la grille.

FO revendique l'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice et le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat !

PAS QUESTION DE FAIRE PAYER L'AUSTÉRITÉ AUX AGENTS !

Le gouvernement cherche des économies ? Pas sur le dos des personnels !

Nous refusons :

- les suppressions d'emplois et les postes non remplacés ;
- les restrictions budgétaires qui dégradent le service public ;
- le gel des rémunérations ;
- les réorganisations destinées à faire toujours plus avec toujours moins.

CANICULE : les personnels ne sont pas des machines !

La fin de l'année scolaire a été marquée par des épisodes de très fortes chaleurs.

Dans de nombreux services et établissements, les agents ont dû continuer à assurer leurs missions dans des locaux parfois totalement inadaptés.

Fenêtres ouvertes, ventilateurs, chaleur dans les bureaux...

On ne peut pas considérer que ces conditions de travail sont normales !

Les épisodes de fortes chaleurs deviennent plus fréquents et plus intenses. L'administration doit anticiper et protéger les personnels.

La prévention des risques liés aux fortes chaleurs doit devenir une véritable obligation dans l'organisation du travail.

Le SPASEEN-FO revendique :

- des locaux adaptés ;
- des équipements permettant de travailler dans des conditions acceptables ;
- des mesures d'adaptation du travail en cas de fortes chaleurs ;

La continuité du service public ne peut pas se faire au détriment de la santé des personnels !

Pas question que les agents publics paient l'austérité ! Pas question de travailler toujours plus pour gagner toujours moins ! Pas question de dégrader encore le service public !

CYBERATTAQUE : protéger les agents et les données !

L'Éducation nationale a également été confrontée à une cyberattaque majeure.

Cette situation rappelle une évidence : le numérique est devenu indispensable au fonctionnement des services, mais les moyens consacrés à la sécurité doivent être à la hauteur des enjeux.

Les personnels administratifs et ITRF sont en première ligne lorsque les applications ne fonctionnent plus, lorsque les accès sont bloqués ou lorsque de nouvelles procédures doivent être mises en œuvre dans l'urgence.

Et une fois encore, qui absorbe les conséquences ? Les agents !

Le ministre ne peut pas se dédouaner de sa responsabilité par l'envoi d'un mail scandaleusement désinvolte !

Le SPASEEN-FO demande :

- la transparence sur les conséquences des cyberattaques et l'information des personnels concernés ;
- la protection effective des données ;
- des moyens humains et techniques suffisants ;
- des applications fiables et sécurisées internalisées ;
- que les conséquences des incidents informatiques ne se traduisent pas par une surcharge de travail pour les agents.

Toujours plus de missions, toujours moins de personnel !

La réalité dans les services, c'est : des postes vacants, des absences non remplacées, des missions supplémentaires, des restructurations et une charge de travail qui augmente.

On nous demande de nous adapter en permanence. Mais les personnels ne sont pas extensibles !

Chaque suppression de poste signifie concrètement : plus de travail pour ceux qui restent.

Chaque absence non remplacée signifie : une charge supplémentaire pour les collègues.

Chaque nouvelle réforme signifie de nouvelles procédures à mettre en œuvre, toujours sans moyens supplémentaires.

POUR LE SPASEEN-FO : ÇA SUFFIT !

Nous refusons que les personnels administratifs et ITRF soient la variable d'ajustement des politiques budgétaires.

Le SPASEEN-FO revendique :

- ▶ +10 % immédiatement sur la valeur du point d'indice et l'ouverture de négociations pour améliorer toutes les grilles indiciaires ;
- ▶ +33 % sur la valeur du point d'indice pour compenser la perte de pouvoir d'achat accumulée depuis 2000 ;
- ▶ Un prix des carburants plafonné à 1,50 € le litre ;
- ▶ L'abrogation de la loi de transformation de la Fonction publique de 2019 et de la loi 3DS ;
- ▶ L'abrogation de la réforme des retraites et l'abandon de toute nouvelle attaque contre le Code des pensions civiles et militaires.

**DÉFENDRE LES PERSONNELS, C'EST DÉFENDRE LE SERVICE PUBLIC !
ENSEMBLE, DÉFENDONS NOS SALAIRES,
NOS EMPLOIS, NOS CONDITIONS DE TRAVAIL ET NOS DROITS !**

